

COMMUNE de STOTZHEIM
 Arrondissement de SÉLESTAT-ERSTEIN
 Canton de BARR

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 9 septembre 2021

à 20 h 00

Sous la présidence de Jean-Marie KOENIG, Maire.

Étaient présents :

Les Adjoints : Norbert RIESTER, Anne DIETRICH

Les Conseillers municipaux : Joanne ALBRECHT, Caroline BAUMERT, Jean-Michel CROMER, Raphaël EDEL, Joseph EHRHART, Élodie HESTIN, Valérie HIRTZ, Dominique LEHMANN, Céline MASTRONARDI, Didier METZ, Philippe SCHMITT et Benoît SPITZ.

Secrétaire de séance : le conseil municipal désigne, à l'unanimité, Mme Céline MASTRONARDI, comme secrétaire de séance.

COMMUNICATIONS

M. le Maire fait part au Conseil des réunions et événements qui ont eu lieu depuis le dernier Conseil municipal.

ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 JUILLET 2021

Le compte rendu est adopté à l'unanimité.

N° 1

MODIFICATION BUDGÉTAIRE N°1

- Vu le Budget Primitif 2021,
- Vu le débit de 100 euros sur la régie « vente de bois » en date du 22/09/2017,
- Considérant qu'il y a lieu d'émettre un mandat au compte 6718 pour solder le débit,
- Vu le mandat 476/66 de l'exercice 2012 imputé à l'article 21318-122, pour les travaux de réhabilitation et d'extension des écoles
- Considérant que ce mandat aurait dû être imputé à l'article 21312-122,
- Considérant que ces travaux sont inscrits à l'inventaire et que dans le cadre de la mise à jour de l'inventaire la régularisation est nécessaire,
- Considérant que le Budget Primitif 2021 doit être modifié pour inscrire les crédits nécessaires,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de modifier comme suit le Budget Primitif 2021 :

Dépenses de fonctionnement :

- Article 6718 – Charges exceptionnelles sur opération de gestion : + 100,00 €
- Article 022 – Dépenses imprévues : - 100,00 €

Dépenses d'investissement :

- Article 21312 - chapitre 041 : + 15 760,45 €

Recettes d'investissement :

- Article 21318 – chapitre 041 :

+ 15 760,45 €

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 2

CONVENTION ATIP : MISSION D'ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE DANS LE CADRE DES RÉFLEXIONS PORTANT SUR L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DU CENTRE DE LA COMMUNE

– Entendu Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil municipal :

La commune de STOTZHEIM a adhéré à l'Agence Territoriale d'Ingénierie Publique (ATIP) par délibération du 30 novembre 2015.

En application de l'article 2 des statuts, l'ATIP peut exercer les missions suivantes :

- 1 - Le conseil en matière d'aménagement et d'urbanisme,
- 2 - L'instruction administrative des demandes, déclarations et autorisations d'urbanisme
- 3 - L'accompagnement technique en aménagement et urbanisme,
- 4 - La gestion des traitements des personnels et des indemnités des élus ainsi que les cotisations auprès des organismes sociaux,
- 5 - La tenue des diverses listes électorales,
- 6 - L'assistance à l'élaboration de projets de territoire,
- 7 - Le conseil juridique complémentaire à ces missions,
- 8 - La formation dans ses domaines d'intervention.

Par délibération du 30 novembre 2015, le comité syndical de l'ATIP a adopté les modalités d'intervention de l'ATIP relatives à ces missions ainsi que les contributions correspondantes.

Les missions d'accompagnement portent sur l'assistance à la réalisation de documents d'urbanisme et de projets d'aménagement. Cette assistance spécialisée consiste principalement :

- au niveau technique, à piloter ou réaliser les études qui doivent être menées, à élaborer le programme et l'enveloppe financière d'une opération, à en suivre la réalisation,
- au niveau administratif, à préparer des consultations, rédiger et gérer des procédures, suivre l'exécution des prestations, articuler les collaborations des différents acteurs.

L'exécution de ces missions s'effectuera dans le cadre du programme annuel d'activités de l'ATIP.

Chaque mission donne lieu à l'établissement d'une convention spécifique qui est établie en fonction de la nature de la mission et des attentes du membre la sollicitant et à une contribution correspondant aux frais occasionnés par la mise à disposition des services de l'ATIP mobilisés pour la mission. Pour l'année 2016 cette contribution a été fixée à 300 € par demi-journée d'intervention. Elle s'applique également à l'élaboration des projets de territoire et au conseil juridique afférant à ces missions.

Il est proposé de confier à l'ATIP la mission d'accompagnement technique en aménagement et en urbanisme suivante : **accompagnement technique dans le cadre des réflexions portant sur l'aménagement des espaces publics du centre de la commune**, mission correspondant à 24 demi-journées d'intervention se décomposant comme suit :

- 6 demi-journées pour le diagnostic initial,
 - 2 demi-journées pour la démarche participative de type diagnostic en marchant,
 - 8 demi-journées pour les réflexions sur les pistes d'amélioration,
 - 2 demi-journées pour l'organisation d'une réunion publique,
 - 6 demi-journées pour la réalisation d'un dossier final et la rédaction d'un cahier des charges propres aux évolutions envisagées.
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.5721-1 et suivants,
 - Vu l'arrêté préfectoral du 29 juin 2015 portant création du Syndicat mixte à la carte « Agence Territoriale d'Ingénierie Publique » et l'arrêté modificatif du 2 juillet 2015,

- Vu les délibérations du 30 novembre 2015 et du 21 mars 2016 du comité syndical de l'ATIP adoptant les modalités d'intervention de l'ATIP relatives aux missions qui lui sont dévolues et aux contributions correspondantes,
- Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- APPROUVE la convention correspondant à la mission d'accompagnement technique en aménagement et en urbanisme jointe en annexe de la présente délibération :

Mission d'accompagnement technique dans le cadre des réflexions portant sur l'aménagement des espaces publics du centre de la commune

correspondant à **24** demi-journées d'intervention.

- PREND ACTE du montant de la contribution 2021 relative à cette mission de 300 € par demi-journée d'intervention fixé par le comité syndical de l'ATIP.
- DIT que la présente délibération fera l'objet d'un affichage à la mairie durant deux mois.
- DIT que la présente délibération sera transmise à Mme la Sous-Préfète de Sélestat-Erstein.

Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la commune.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 3

CONTRAT DE MAINTENANCE CHAUFFERIE COMMUNALE

- Vu la délibération du 10 octobre 2019 par laquelle le conseil municipal décidait de valider le devis de vérification/révision avant chauffe de l'entreprise SCHMID France pour la chaudière au bois collective,
- Considérant que maintenance de la chaudière au bois est nécessaire et doit faire l'objet d'un contrat de maintenance,
- Vu la proposition de contrat reçu de l'entreprise SCHMID France pour deux visites annuelles, , pour un montant HT de 1 968,50 € annuel,
- Entendu les remarques des conseillers sur la proposition émise,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- VALIDE la proposition de contrat de maintenance de l'entreprise SCHMID France pour deux visites annuelles, pour un montant HT de 1 968,50 € annuel,
- PRÉCISE que le contrat devra être modifié pour préciser que la visite d'assistante technique prévue en période de chauffe pourra être utilisée en cas d'une éventuelle panne et que la date de cette visite sera communiquée par la Commune,
- CHARGE le Maire d'informer l'entreprise SCHMID France de la modification à effectuer,
- AUTORISE le Maire à signer le contrat de maintenance après modification.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 4

DEMANDE DE SUBVENTION POUR RAVALEMENT DE FACADES

- Vu la délibération du 5 novembre 2001 fixant les taux en euros et les critères applicables à compter du 1er janvier 2002 pour le subventionnement des travaux de restauration des bâtiments,
- Vu le dossier de demande de subvention communale pour ravalement de façades présenté par Monsieur Didier SCHAEFFER pour les travaux de crépis et peinture réalisés sur son immeuble sis 49 rue de Benfeld à Stotzheim,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'allouer la subvention suivante :

à Monsieur Didier SCHAEFFER : 60 m² à 5 €, soit 300 €, pour les travaux de crépis et peinture,

- PRÉCISE que cette subvention sera imputée à l'article 6574 "Subventions patrimoine bâti" prévu au Budget Primitif 2021.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 5

VENTE DE L'ANCIENNE BÉTONNIÈRE

- Vu la délibération du 11 mai 2021 par laquelle le Conseil municipal décide de mettre en vente l'ancienne bétonnière,
- Vu l'annonce publiée dans le bulletin municipal, le site Internet et la page Facebook de la Commune,
- Vu l'offre reçue,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de vendre l'ancienne bétonnière communale à M. Hubert CROMER, domicilié 22 rue des Roses à 67140 STOTZHEIM, pour la somme de deux cent cinq euros (205 €).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 6

APPROBATION D'UNE CONVENTION D'ADHÉSION À LA PLATEFORME ALSACE MARCHÉS PUBLICS

La plateforme dénommée « Alsace Marchés Publics » (alsacemarchespublics.eu) est un profil d'acheteur mutualisé dédié à la passation des marchés publics (article L. 2132-2 Code de la commande publique) géré par les cinq collectivités fondatrices suivantes :

- Collectivité européenne d'Alsace,
- Ville de Strasbourg,
- Ville de Mulhouse,
- Eurométropole de Strasbourg,
- Mulhouse Alsace Agglomération.

Cette plateforme est opérationnelle depuis le 1^{er} octobre 2012 et son utilisation a été ouverte aux collectivités alsaciennes en 2013 : elle référence en 2020 près de 500 entités utilisatrices et 20 000 entreprises.

Alsace Marchés Publics est aujourd'hui un profil d'acheteur permettant de répondre aux obligations de dématérialisation des procédures de marchés publics posées par l'article L. 2132-2 et les annexes 7 et 8 du Code de la commande publique.

La dématérialisation des procédures constitue aujourd'hui un enjeu majeur de l'amélioration des achats publics, car elle permet de faciliter l'accès des entreprises aux mises en concurrence et d'assurer les obligations de transparence de la commande publique. A cet effet, la plateforme Alsace Marchés Publics est le principal guichet d'accès à la commande publique en Alsace pour les entreprises.

À l'heure actuelle, près de 500 entités utilisent la plateforme AMP à titre gratuit. Elle permet à ces entités utilisatrices de :

- Disposer d'un profil d'acheteur conformément à la réglementation relative aux marchés publics en vigueur
- Faciliter l'accès des entreprises aux achats des collectivités publiques et privées et optimiser les réponses aux appels d'offres
- Partager les expériences entre acheteurs

Il est proposé au conseil municipal d'adhérer à cette plateforme pour répondre aux besoins de la Commune de Stotzheim.

La Collectivité européenne d'Alsace (CeA) assure, la coordination du groupement de commandes constitué entre la Collectivité européenne d'Alsace, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace agglomération et les membres contributeurs en vue de la passation de plusieurs marchés publics ou accords-cadres portant sur l'hébergement, le fonctionnement et la maintenance, les développements et l'acquisition de services associés de la plateforme mutualisée de dématérialisation des contrats de la commande publique « Alsace Marchés Publics ».

L'adhésion se fait par approbation d'une convention d'une durée de deux ans à compter de sa date de notification, reconductibles. Une charte d'utilisation définit les règles d'utilisation de la plateforme ainsi que les différentes responsabilités de l'ensemble des utilisateurs.

Cette convention est conclue avec la CeA en vertu du mandat qui lui est confié par les membres fondateurs du groupement de commande pour signer les conventions d'adhésion avec tous les nouveaux adhérents en leur nom et pour leur compte.

Les fonctionnalités disponibles sur le profil « Alsace Marchés Publics » à la date de signature de la convention sont utilisables par l'adhérent **à titre gratuit**. L'adhérent ne dispose d'aucun droit d'aucune sorte sur le profil d'acheteur en dehors de la faculté d'utiliser l'outil dans les limites définies dans la convention.

- Entendu M. le Maire qui propose d'approuver la nouvelle convention,
- le Conseil municipal, après en avoir délibéré,**
- DÉCIDE d'adhérer à la plateforme « Alsace Marchés Publics » en tant qu'entité utilisatrice à titre gratuit,
- APPROUVE les termes de la convention d'adhésion à la plateforme « Alsace Marchés Publics » et de la charte d'utilisation des services jointes toutes deux en annexe à la présente délibération,
- AUTORISE le Maire à signer la convention d'adhésion,
- AUTORISE le Maire à signer la charte d'utilisation.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 7

MAIN COURANTE ESCALIER ÉGLISE

- Vu la délibération du 22 juillet 2021, en point divers, par laquelle M. le Maire présentait aux membres le premier devis reçu de l'entreprise FREY pour la mise en place d'une rampe à l'escalier extérieur de l'église,
- Considérant qu'une déclaration préalable de travaux doit être déposée,
- le Conseil municipal, après en avoir délibéré,**
- AUTORISE le Maire à déposer une demande de déclaration préalable de travaux pour l'installation d'une rampe à l'escalier extérieur de l'église,
- CHARGE le Maire de solliciter un autre devis pour ces travaux,
- DIT que le prestataire pour ces travaux sera choisi lors du prochain conseil.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

DIVERS ET COMMUNICATION

Divers :

8.1. Informations sur les DIA

M. le Maire informe les membres du Conseil de la Déclaration d'Intention d'Aliéner transmise à la Communauté des Communes du Pays de Barr :

- DIA reçue par Me PARMENTIER, notaire à EPFIG, dans le cadre de la vente d'un immeuble bâti, 4 parcelles 87/41 de 4,08 ares, sis 26 A rue de Benfeld, appartenant à CCM Ungersberg.
- DIA reçue par Me WEHRLE, notaire à BENFELD dans le cadre de la vente d'un immeuble bâti, section 1 parcelle 129 de 4,02 ares, sis 15 rue d'Or appartenant à Mme Cathie FIORINDO.

8.2. Comptes rendus des commissions communales

Commission de Contrôle REU : les membres se sont réunis le 27 mai 2021 pour le contrôle des mouvements de la liste électorale.

Commission Impôts Directs : les membres se sont réunis le 30 août 2021 pour l'examen de la liste 41 bâti 2021.

Commission Réunies : les membres se sont réunis ce jour avec M. BAYER du CAUE du Bas-Rhin concernant l'avenir de la ferme Goepp. Les membres font part de diverses remarques concernant le projet présenté. M. le Maire informe les membres avoir pris contact avec Mme le Maire de Kertzfeld concernant leur périscolaire. M. le Maire propose de se réunir en Commission Réunies pour discuter des différents points et avancer sur le projet, réunion qui aura lieu après les vendanges.

8.3. Droit de préférence parcelle boisée

M. le Maire présente le droit de préférence sur la parcelle boisée reçu par la SAFER Grand Est, pour la vente d'une parcelle de bois cadastrée section 40 n°81 de 9,55 ares, au lieudit « Gaesengerten », appartenant à M. René CROMER et M. Jacques CROMER. Après en avoir délibéré, le Conseil décide à l'unanimité de ne pas exercer son droit de préférence institué par l'article L.331-22 du Code forestier.

8.4. Loyer Cabinet Infirmiers 34 route Romaine

Suite à la location du garage à la pizzeria LEO'S PIZZA, M. le Maire propose aux membres de baisser le loyer de 40 euros du local sis 34 route Romaine loué au Cabinet Infirmiers, géré par Mme MISCHLER. M. le Maire explique aux membres qu'il a été sollicité verbalement par la gérante et informe qu'il est favorable à sa demande. Le cabinet n'utilise pas la totalité du logement, seul le rez-de-chaussée est utilisé. C'est pourquoi il propose aux membres de baisser le loyer même si le garage ne faisait pas partie du logement dans le bail initial. De plus, il informe que le loyer initial était de 750 euros. Après les révisions annuelles, il est à ce jour à 780,05 euros. Après discussions, et après en avoir délibéré, les membres décident, à l'unanimité de baisser le loyer de 40 euros à compter du 1^{er} août 2021, date à laquelle la location du garage a pris effet. Les membres chargent le Maire d'effectuer les formalités nécessaires pour la mise en place d'un avenant au bail pour cette modification.

8.5. Rapport d'activités 2020 ADIRA

M. le Maire présente aux membres du Conseil le rapport d'activités 2020 de l'ADIRA.

Le Conseil prend acte du rapport d'activités 2020 de l'ADIRA présenté.

8.6. Travaux chaufferie communale

Lors de la séance du 22 juillet 2021, M. le Maire avait présenté aux membres un devis qu'il a sollicité de la société Cheminées Goerg à Andolsheim, pour l'installation d'une trappe d'accès à la chaufferie communale. La mise en place d'une trappe est nécessaire pour donner l'accès au

ramoneur pour l'entretien annuel. M. le Maire présente aux membres le devis reçu de l'entreprise CHEMI'NETTE, sise 68127 NIEDERHERGHEIM proposant l'installation d'un tube INOX pour le raccordement des chaudières ainsi que le ramonage des chaudières, pour un montant TTC de 809,05 €. Il présente également aux membres l'ancienne facture de ramonage effectuée par l'entreprise HERISSON 67 pour comparer le ramonage proposé par l'entreprise CHEMI'NETTE. M. le Maire informe qu'au vu des informations, le devis proposé par l'entreprise CHEMI'NETTE pour les travaux et le ramonage annuel sera retenu.

8.7. Vidéoprojecteurs écoles

Lors de la séance du 22 juillet 2021, M. le Maire avait présenté aux membres la photographie des supports de vidéoprojecteurs présents dans les classes de l'école suite à la demande des écoles reçues. Il présente aux membres le devis reçu de l'entreprise ECS RESADIA pour l'achat d'un nouveau vidéoprojecteur et d'un support pour la classe de Mme DUCORNET, devis d'un montant HT de 1 546,05 €. Il informe que l'actuel vidéoprojecteur de la classe de Mme ERRARD pourra être utilisé et que le câblage sera remonté dans une goulotte en régie communale. Après discussions, les membres du Conseil chargent le Maire de solliciter un devis auprès d'un autre fournisseur et le charge de retenir l'offre la moins-disante pour cet achat. Il est également précisé que le vidéoprojecteur acquis en 2019 pour la classe de Mme DUCORNET devra être rendu à la Commune.

-
- M. le Maire fait le compte rendu de la cérémonie pour le départ en retraite de M. BURG qui a eu lieu le vendredi 30 juillet à 18h à la mairie.
 - M. le Maire informe les membres du vol des robots-tondeuses achetés à l'Étoile Sportive de Stotzheim au terrain de football. Il informe les membres que le Président a déposé plainte et a informé son assurance. Cependant, l'assurance a informé ne pas prendre en charge le vol car le terrain n'est pas clôturé et aucune vidéosurveillance n'est en place. M. le Maire informe qu'il va prendre contact avec l'interlocuteur Groupama de la Commune, où est également assuré l'Étoile Sportive de Stotzheim. M. le Maire sollicitera copie du contrat d'assurance des robots-tondeuses au Président de l'ESS. Il informe également les membres que les robots-tondeuses disposent d'un GPS et que l'ESS sait où se trouvent les robots-tondeuses. Cette information a été communiquée à la Gendarmerie qui doit à présent diligenter une enquête dans le cadre de ce vol. M. le Maire informera les membres à ce sujet.
 - M. le Maire informe les membres que le contrôle annuel des extincteurs a été réalisé.
 - M. le Maire informe les membres que les travaux de ravalement au 8 Quartier Central ont été effectués.
 - M. le Maire informe les membres que les travaux d'aménagement du chemin le long du Muhlbach ont débuté. Dans ce cadre, il a sollicité une subvention, Fonds de solidarité territorial, auprès de la Collectivité Européenne d'Alsace. La Commune pourrait bénéficier jusqu'à 4000,00 € pour ces travaux.
 - Suite à la mission d'accompagnement technique dans le cadre des réflexions portant sur l'aménagement des espaces publics du centre de la commune votée à la présente séance, M. Philippe SCHMITT, membre du Conseil, souligne qu'une communication serait à faire dans le prochain bulletin municipal pour informer des actions de la Commune concernant la circulation et le stationnement dans le village. Un article paraîtra dans le prochain bulletin municipal à ce sujet.
- M. Didier METZ, membre du conseil, demande suite à la validation de la mission, s'il y a une obligation de résultats et si la Commune reste maître en matière de décision. M. le Maire informe que les propositions émises peuvent être modifiées en fonction des choix du Conseil municipal.
- M. le Maire présente aux membres la commande effectuée à BBS pour l'achat de mobilier pour la classe de Mme BURG, devis d'un montant de 1 131,30 € HT.
 - M. le Maire informe les membres de la demande de mise en place d'un grillage dans la cour d'école pour séparer les enfants de l'école maternelle et ceux de l'élémentaire. Un grillage d'une vingtaine de mètres serait nécessaire. Les membres donnent leur accord. M. le Maire informe qu'il présentera le devis lors du prochain conseil. La mise en place du grillage devra également faire l'objet d'une déclaration préalable de travaux.

- M. le Maire présente aux membres le courrier reçu de plainte de chiens d'un habitant du village. M. le Maire se renseignera à ce sujet. Un rappel concernant la réglementation des chiens paraîtra dans le prochain bulletin municipal. L'article rappellera notamment que les chiens doivent être tenus en laisse. Mme Caroline BAUMERT, membre du Conseil, demande si un arrêté municipal a été pris à ce sujet. M. le Maire confirme que l'arrêté a été pris en 2009 et concerne également les déjections canines.
- M. le Maire informe les membres que le pare-terre situé devant la maison Werner, qui été fleuri auparavant par les propriétaires, sera à présent à la charge des agents communaux.
- M. le Maire présente aux membres le courrier reçu de la Région concernant la subvention octroyée pour la mise en place de vidéoprotection. Les membres prennent acte mais ne souhaitent pas donner suite.
- M. le Maire présente aux membres la photographie reçue par Mme GOERINGER, ancien membre du Conseil, des cigognes annonçant les naissances sur la Commune de Nordhouse. M. BURG, ancien agent technique a été sollicité pour les réaliser. M. Joseph EHRHART, membre du Conseil, fournira le support pour la réalisation. Les photographies seront transmises à M. BURG en lui proposant de choisir des teintes.
- M. le Maire présente aux membres la liste des lauréats 2020 et 2021 des examens. M. Norbert RIESTER, Adjoint au Maire, se chargera de se rendre chez les jeunes pour leur remettre le cadeau de la Commune. Un chèque cadeau d'une valeur de 20 €, un livre ainsi qu'un diplôme leur seront remis. Un article paraîtra dans le prochain bulletin à ce sujet.
- Mme Élodie HESTIN, membre du Conseil, demande que les notes et dossiers de l'ordre du jour puissent être envoyées avant le conseil pour que les membres puissent en prendre connaissance avant la séance. La secrétaire est chargée de faire le nécessaire.
- Mme Valérie HIRTZ, membre du Conseil, fait part aux membres que certains bénévoles de la bibliothèque municipale demandent le pass sanitaire aux enfants. Les enfants de 12 ans et plus seront soumis à cette obligation à compter du 30 septembre. Cependant, il ne peut être exigé le pass sanitaire avant cette date et en aucun cas aux enfants de moins de 12 ans. Le pass sanitaire des parents ne sera en aucun cas à solliciter. Mme Céline MASTRONARDI, membre du Conseil et bénévole de la bibliothèque, se propose de faire remonter l'information aux bénévoles.
- Mme Dominique LEHMANN, membre du Conseil, demande si les prochaines séances du Conseil municipal peuvent avoir lieu dans la salle du Conseil. M. le Maire prend note et informe que la prochaine séance aura lieu à l'étage.
- Mmes Joanne ALBRECHT et Dominique LEHMANN, membres du Conseil, demandent des informations de l'échange entre la Communauté des Communes du Pays de Barr et la Commune concernant la salle mise à disposition pour le périscolaire et notamment la possibilité d'occuper la salle des fêtes. M. RIESTER, Adjoint au Maire, informe que la Communauté des Communes n'était pas favorable et qu'une modification de locaux devait être acté par convention et délibération. M. le Maire fait part de sa discussion à ce sujet avec Mme DELAPLACE Cheffe de service Enfance Jeunesse de la Communauté des Communes du Pays de Barr concernant les frais de la salle des fêtes et notamment de la réticence de prendre en charge les frais (électricité, eau, chauffage) de cette location.
- M. Philippe SCHMITT, membre du Conseil, demande des nouvelles concernant la démolition de la propriété sise 35 Haut-Village. M. le Maire informe avoir pris contact avec la Sous-Préfecture à ce sujet. Lorsque le refus du permis de démolir sera notifié, il prendra rendez-vous avec l'Architecte des Bâtiments de France pour trouver un compromis et obtenir le droit de démolir. Si aucun accord n'est trouvé, la Sous-Préfète organisera une réunion avec la Commune et l'Architecte des Bâtiments de France pour une conciliation.
- Mme Anne DIETRICH, Adjointe au Maire, sollicite les membres de la Commission Communication pour l'organisation d'une réunion en vue de préparer le bulletin annuel 2021. Après discussions, la date du 22 septembre est retenue. La convocation sera transmise aux membres de la Commission.

- M. le Maire informe les membres qu'un article paraîtra dans le prochain bulletin municipal pour rappeler de l'interdiction de brûlage de déchets à l'air libre, suite à plusieurs plaintes et rappels qu'il a fait à ce sujet.

La séance est levée à 22 h 25

***Délibération certifiée exécutoire compte tenu
de sa télétransmission le 20 septembre 2021***

Extrait certifié conforme,

Le Maire